



Inflation Rentrée scolaire sous tension

Les associations d'élus,
de familles et de parents
d'élèves s'inquiètent
du coût des fournitures

PAGE 14





FRANCE

Inflation : une rentrée scolaire sous tension

Fournitures, cantine... Associations d'élus, de familles et de parents s'inquiètent d'une hausse des prix

Entendre les enfants compter les jours avant les vacances d'été, les enseignants y sont habitués. Mais les voir, dès juillet, s'interroger sur ceux qui les séparent de la rentrée de septembre est un exercice auquel ils sont moins coutumiers. Nombre de professeurs disent pourtant en avoir fait l'expérience : aux derniers jours de l'année scolaire, avant même que ne soient sifflées les vacances, des élèves, leurs parents, et pas seulement ceux repérés comme les plus en difficulté socialement, avaient déjà pour horizon le mois de septembre – et, avec lui, les « dépenses de rentrée », sur lesquelles l'inflation vient peser.

Fournitures, cantine, transports, internat pour les familles qui y ont recours, accueil et activités de loisirs : l'évolution de chacun de ces postes est observée avec attention – et inquiétude – par les associations. Sans oublier celui des vacances : si la hausse des prix a poussé certains ménages à revoir leurs projets estivaux, une part importante d'enfants est, comme chaque été, assignée à résidence ; ils étaient 1 sur 3 dans ce cas, avant la crise sanitaire, et leur proportion pourrait augmenter, s'inquiète-t-on au sein des associations d'élus. Celles-ci ont d'ailleurs misé, cet été, sur les séjours familiaux proposés à la journée. Signe que les temps sont compliqués...

« A notre échelle, on voit que des

familles partent moins en vacances, ou moins loin, et qu'elles font leurs courses de rentrée plus tôt, ou les échelonnent », constate Emilie Kuchel, présidente du Réseau des villes éducatrices, fort de 120 municipalités. Celle qui est aussi adjointe à l'éducation à la mairie de Brest fait le lien entre ces comportements, « *reflet, d'une inquiétude qui monte parmi les parents* ».

« *Vu le contexte, il est assez logique que des parents, notamment ceux dont les salaires ne suivent pas l'inflation, se demandent si, d'ici à septembre, le coût du "panier" de fournitures scolaires ne va pas s'envoler* », relève Chantal Huet, présidente de Familles de France. Été après été, depuis plus de trente ans, la fédération qu'elle dirige se prête au même exercice : calculer le prix moyen d'un « panier » de fournitures pour un élève à l'entrée au collège – leur achat, au primaire, étant souvent (mais pas toujours) pris en charge par les municipalités.

Cette estimation est attendue à la mi-août, date du versement de l'allocation de rentrée scolaire (ARS), une aide de la Caisse d'allocations familiales en direction de 3 millions de familles, sous condition de ressources. L'ARS suit, comme les autres prestations sociales indexées sur l'inflation, une tendance haussière : après une revalorisation de 1,8 % en avril, elle pourrait encore l'être de 4 % avant septembre. C'est, en tout cas, le ra-

tio inscrit dans le projet de loi sur le pouvoir d'achat en cours de discussion à l'Assemblée nationale.

« Période compliquée »

Mais la facture des courses de rentrée telle que calculée par Familles de France pourrait aussi s'élever : elle frôlait déjà 200 euros en 2021, contre 197,58 euros en 2020, 195,58 euros en 2019... et 190,24 euros en 2016. « *Sans avoir encore de visibilité sur tous les produits, il semble déjà que, pour une quarantaine d'articles – quinze papetiers et vingt-cinq non-papetiers –, les prix augmentent*, dit Chantal Huet. *La rentrée est une période compliquée, nous le répétons chaque année. Mais celle qui vient menace d'être pire.* »

L'éducation nationale en prend-elle la mesure ? « *Cette rentrée pourrait coûter plus cher qu'attendu* », concède-t-on au cabinet de Pap Ndiaye. Dans sa première circulaire de rentrée, le nouveau ministre a promis l'« *égalité scolaire* » et de « *se donner les moyens de mieux accompagner ceux [des élèves] qui sont les moins favorisés* ». « *Nous devons collectivement poursuivre les actions visant à systématiquement informer les familles les plus en difficulté financière de leurs droits à bénéficier des bourses, peut-on y lire, lesquelles seront valorisées* » – elles aussi possiblement de 4 %, comme l'ARS, au titre du projet de loi sur le pouvoir d'achat.





La circulaire insiste aussi sur les fonds sociaux dans les collèges et lycées, à « mobiliser pleinement et massivement » au bénéfice des jeunes les plus en difficulté. L'orientation donnée tranche avec celle de l'an dernier, souligne-t-on dans les cercles d'enseignants et de parents, où l'on n'a pas oublié la polémique nourrie par l'ex-ministre Jean-Michel Blanquer, à l'été 2021, sur l'usage de l'allocation de rentrée (parfois utilisée « pour acheter des écrans plats », avait-il soutenu, suscitant un tollé).

A cette première circulaire de l'ère Pap Ndiaye s'adosse un autre texte signé du ministre, consacré, lui, aux fournitures scolaires et à ce que devrait être une liste « raisonnable ». Les premières lignes donnent le ton : « L'enjeu est à la fois financier – limiter le coût d'acquisition de fournitures par les familles dans un contexte d'inflation – et social – éviter que les achats de matériel scolaire ne constituent une source de différenciation, voire de stigmatisation entre enfants. » Une circulaire de ce type avait déjà été formalisée en 2017 (du temps de M. Blanquer), en 2013 (du temps de Vincent Peillon), et même avant encore, rappellent les spécialistes du système.

La fédération de parents FCPE a, elle aussi, sorti plus tôt que prévu sa liste de courses pour arpenter les magasins. Des alertes de son réseau lui sont remontées de partout en France. Son constat est sans appel : dans certains départements, les prix des cahiers augmentent de 18 %, celui des feuilles et du papier de 20 %, celui de certains surligneurs de 38 %, et même de 48 % pour des calculatrices.

« Après deux années de Covid-19, la rentrée s'annonce particulièrement difficile en raison aussi du conflit ukrainien et de la pénurie de certaines matières premières qui fait flamber les produits manufacturés », observe Eric Labastie, son secrétaire général. Un constat partagé par la PEEP, autre fédération

de parents d'élèves. Pour faire des économies, nombre de parents misent sur le recyclage, les commandes groupées – voire l'achat en gros –, l'échange de cartables... La grande distribution s'adapte,

elle aussi, en proposant des kits de fournitures, en diminuant les prix des « entrées de gamme », ou encore, en échangeant le cartable de l'an dernier contre des bons d'achat. « Cela relève des politiques commerciales individuelles des enseignes », dit-on à la Fédération du commerce et de la distribution.

La gratuité de l'école est une des revendications historiques des parents de la FCPE, portée, au sein du Comité national d'action laïque (CNAL), avec les enseignants de l'UNSA et la Ligue de l'enseignement. « Certaines familles ne le découvrent qu'aujourd'hui, à la faveur des crises à répétition, mais l'école prétendument gratuite ne l'est pas vraiment », observe Remy-Charles Sirvent, secrétaire national du SE-UNSA.

Un autre poste important est sujet, pour cette rentrée, à tous les questionnements : celui de la restauration scolaire. Les associations d'élus s'en font l'écho depuis plusieurs semaines, « prises en étau », disent-elles, entre des fournisseurs qui, souvent, leur réclament une facture des repas à la hausse, un gouvernement qui leur a demandé, par circulaire, de ne pas le répercuter sur les familles, et des familles, donc, qui peinent à s'acquitter du « ticket repas ». « Avec l'envol du prix des matières premières alimentaires, le prix de revient du repas a augmenté de manière inédite, de l'ordre de 7 %, concède Christophe Hébert, président d'Agores, une association de fournisseurs de la restauration collective. Sauf lors d'épisodes de spéculation sur les cours du blé, on n'avait pas connu de situations comme celle-là, dit-il, où les effets de la crise en Ukraine se conjuguent à ceux du Covid – avec des arrêts de tra-

vail et des freins aux importations – et même d'épizooties. »

« Choix politique »

Au printemps, l'Association des maires de France (AMF) disait craindre qu'une ville sur deux ne puisse faire autrement que de réviser le prix de la cantine, quand bien même les deux tiers parviennent tant bien que mal à maintenir une tarification progressive – indexée sur le coefficient familial. Voire, pour certaines – l'AMF ne dispose pas de leur nombre –, le repas à 1 euro ou la gratuité dans les situations les plus précaires. La presse régionale s'est régulièrement fait l'écho, avant l'été, de municipalités, souvent petites, souvent rurales, contraintes de réviser leur grille à la hausse.

L'alerte vaut toujours, mais une majorité de collectivités semble vouloir retarder l'échéance : « C'est un choix politique, défend Delphine Labails, maire de Périgueux et vice-présidente de l'AMF. La plupart des municipalités font tout pour encaisser seules, en septembre, la hausse qui s'annonce et ne pas ajouter de pression financière sur les familles. » Cela vaut, dit-elle, aussi pour l'accueil périscolaire et les activités de loisirs. « Mais combien de temps tiendrons-nous comme ça ? C'est la question qui se pose et que nous posons au gouvernement, note l'édile. Avec l'hiver, les bâtiments à chauffer, il nous faudra peut-être faire d'autres choix. » Elle n'exclut pas des « arbitrages différents » lors de l'examen des budgets des collectivités, qui se jouera à l'automne pour l'année 2023. Et, « plus difficilement », au bénéfice des parents. ■

MATTEA BATTAGLIA



**Pour faire
des économies,
des parents
misent sur
le recyclage et
les commandes
groupées**

